

## ROUMANIE

### Allocution de Monsieur Romica TOMESCU, à l'occasion de la 6<sup>ème</sup> conférence des Parties à La Haye.

En ma qualité de Ministre des Eaux, des Forêts et de la Protection de l'Environnement de Roumanie, je suis très honoré de vous adresser la parole au nom du Gouvernement roumain.

Le protocole de Kyoto prévoit que les pays participants s'engagent à réduire les émissions des gaz à effet de serre pendant la période 2008-2012.

Ce protocole n'a à ce jour pas encore été activé, et c'est la raison pour laquelle, ici à La Haye, nous devons manifester notre volonté politique d'accepter les décisions qui vont faciliter la ratification de Protocole par un grand nombre de pays.

La présente conférence a été précédée par une activité soutenue des Organismes Subsidiaires de la Convention, du Secrétariat de la Convention, de l'I.P.C.C., permettant d'espérer l'acceptation de certaines décisions concernant quelques réductions effectives des gaz à effet de serre.

Dans le processus de préparation des décisions concernant les pays en transition, la Roumanie a joué un rôle coordinateur des pays du centre et de l'est de l'Europe. Les décisions envisagées ont pour objectif principal, l'orientation de l'intérêt des pays développés vers les mécanismes spécifiques des pays en transition, et la nécessité de la consolidation de la capacité institutionnelle de ces derniers pour réaliser l'inventaire des émissions.

Vous savez certainement qu'à l'issue de sommet d'Helsinki en 1999, la Roumanie a entamé les négociations en vue de son adhésion à l'Union Européenne.

Ce processus d'adhésion sous-entend l'acceptation du Protocole de Kyoto, et donc l'intégration des politiques concernant les changements climatiques dans les stratégies nationales de chaque pays candidat.

Les fonds et les programmes communautaires qui aident ces pays dans le processus de pré-adhésion, sont un soutien important à l'accomplissement des obligations prévues par le Protocole de Kyoto.

A ce titre je souhaite mentionner les instruments financiers de pré-adhésion tels que PHARE, ISPA, SAPARD, les programmes communautaires pour l'environnement, l'énergie et la recherche tels que LIFE, SAVE II, ALTERNER II, CARNO, ainsi que les activités et les programmes qui se sont déroulés sous les auspices de l'Agence Européenne pour l'Environnement dont la Roumanie est membre à part entière.

Anticipant les obligations imposées par le Protocole, la Roumanie a déjà mis en pratique certaines mesures.

Dans le cadre du processus de réorganisation économique, l'accent a été mis sur la consolidation des mécanismes de fonctionnement de l'économie de marché.

Dans la cadre des politique sectorielles nous avons introduit les aspects qui tiennent compte de l'environnement.

Dans le cadre de la période de pré-adhésion à l'Union Européenne, nous avons mis au point un programme intensif d'adaptation législative mettant l'accent sur la réalisation de projets favorisant l'efficacité énergétique, et nous avons pris des mesures orientées vers "demand side management" dans les secteurs de l'énergie et des transports.

D'autre part, la Banque Mondiale soutient certains de nos projets. On peut mentionner, le projet concernant l'efficacité énergétique dont le but est la création d'un fonds du type "revolving" pour les investissements, ainsi que le projet "forestry"

par lequel on réalise une stratégie sylvicole à moyen terme, incluant un vaste programme de boisement de plus de 2 millions d'Ha ayant un composant de "land-use change".

Sur le plan institutionnel, par décision du Gouvernement roumain, la Commission Nationale pour les Changements Climatiques a été créée.

Elle est constituée par un groupe de travail pluridisciplinaire rassemblant les administratifs et les scientifiques impliqués dans la question des changements climatiques.

Le rôle de cette Commission est d'appliquer et de coordonner les mesures et les actions nécessaires à l'application sur le territoire roumain des objectifs et de prévisions de la Convention Cadre des Nations-Unies concernant les changements climatiques.

En ce qui concerne les activités prévues dans le futur, je mentionnerai, la ratification par mon pays des dispositions du Protocole de Kyoto, l'achèvement de l'inventaire des gaz à effet de serre, la préparation de la 3<sup>ème</sup> communication nationale, ainsi que la mise au point d'une stratégie dans le domaine des changements climatiques.

Outre ces mesures domestiques, la Roumanie soutient les activités flexibles de la Convention et du Protocole de Kyoto, c'est-à-dire les activités qui s'exercent en commun.

Dans le contexte d'une économie en transition, ces activités peuvent être un instrument attractif pour les investissements qui auront un impact à long terme sur la réduction et la limitation des émissions des gaz à effet de serre.

Pour stimuler ces activités, mon ministère a créé l'unité "Joint implémentation".

Des projets de ce type sont déjà développés avec les Pays-Bas ainsi qu'avec la Suisse. Dans cette optique, après avoir signé l'année dernière un Mémorandum avec les Pays-Bas, l'on a activé le processus REU-PT (Emission Reduction Unit- Procurement Tender) qui tente d'acquérir des unités de réduction des émissions de gaz à effet de serre.

L'on peut espérer qu'à l'issue de cette 6<sup>ème</sup> Conférence des Parties de La Haye, des décisions dépendantes principalement de la volonté politique des Parties seront prises.

Nous considérons cette Conférence comme étant un moment très important de la Convention, étant donné que les décisions à prendre concernent l'ensemble des problèmes liés aux changements climatiques.

Anticipant le futur, la Roumanie souhaite établir dans un proche avenir, un consensus concernant la seconde période d'engagement.

Pour conclure, permettez-moi de remercier tous ceux qui sont impliqués dans l'organisation de cette Conférence.

Je suis convaincu que le Secrétariat de la Convention n'a pas choisi les Pays-Bas par hasard. Nous savons tous que les Pays-Bas jouent un rôle particulièrement actif dans les activités qui se déroulent sous les auspices de la Convention.

J'ajouterai que dans ce contexte, les relations bilatérales entre la Roumanie et les Pays-Bas ont très favorablement évolué, et que les expériences communes seront profitables pour tous.

Je vous remercie pour votre attention.

Dr. ing. Romica TOMESCU  
Ministre des Eaux, des Forêts et de la  
Protection de l'Environnement.